

2^{ème} Réponse aux compléments – Dossier de demande d'examen au cas par cas – Projet de parc photovoltaïque au sol – Commune d'Olivet (53)

1/ Rubriques 4.1 Nature du projet et 4.3.2 Description du projet dans sa phase d'exploitation

« Merci de justifier le choix d'implantation d'un projet de centrale solaire sur un terrain à usage agricole et classé en zone agricole dans le PLUi en vigueur. Merci de justifier la faible valeur agronomique des sols »

Réponse du porteur du projet :

Concernant cette partie, la question ne change pas à celle demandé précédemment. Nous remettons la même réponse à la première demande de complément. Également, nous complétons le CERFA de manière synthétique par manque de place sur celui-ci.

Le choix d'implanter une centrale solaire photovoltaïque au sol à cet emplacement a été définie par la superposition de plusieurs contraintes.

Tout d'abord, il a été privilégié la recherche de site à moindre enjeu foncier et notamment des sites dégradés sur la commune d'Olivet. Pour cela, nous avons consulté les bases de données des sites pollués (BASOL) et les sites industriels et activités de services (BASIAS) sur la commune. Il s'avère que :

- Aucun site BASOL n'est présent sur la commune
- Deux sites BASIAS présent sur la commune :
 - « PAL5301465 - ART DECOR SARL / MENUISERIE, TRANSFORMATEUR AUX PCB », il s'agit d'un site en activité composé de plusieurs bâtiments ne permettant pas de développer un parc solaire à cet emplacement.
 - « PAL5301466 – Station d'épuration – commune d'Olivet », il s'agit de la station d'épuration de la commune en activité, ne permettant pas de développer un parc solaire à cet emplacement.

Ensuite, les critères suivants ont été choisis :

Nous avons privilégié les terrains en dehors des zones d'inventaires écologiques et patrimoniales.

Concernant l'impact paysager du projet, il a été étudié de façon à choisir un terrain entouré de haies d'arbres de haute volée permettant de cacher le parc photovoltaïque depuis les lieux d'habitations les plus proches et depuis la route départementale.

Concernant l'activité agricole, notre choix s'est porté sur ce terrain car aucun conflit d'usage n'apparaissait sur la parcelle. En effet, le terrain n'est rattaché à aucune exploitation agricole, il n'y a pas de fermier en place et le terrain n'est pas déclaré au registre parcellaire graphique depuis au moins 2007. Depuis quelques années, il n'y a plus de chevaux (le propriétaire ayant déménagé) et le terrain est seulement entretenu par une fauche mécanique une fois par an. Il nous a donc paru pertinent de proposer un projet photovoltaïque au sol en incluant une coactivité pastorale en contractualisant avec un éleveur ovin local afin de lui permettre de profiter d'une surface supplémentaire en pâture.

L'usage agricole du terrain sera conservé.

Enfin, la parcelle est située à proximité d'une ligne HTA permettant un raccordement proche en souterrain et en suivant les accès existants de façon à réduire l'impact environnemental du raccordement.

Concernant la valeur agronomique des sols, nous n'avons pas réalisé une étude préalable agricole, cependant nous pouvons dire que la parcelle a toujours été en prairie, jamais cultivés en céréales et toujours pâturé par des animaux.

2/ Rubrique 4.3.1 Description du projet dans sa phase travaux

« Merci de préciser les modalités et ouvrages prévus pour la gestion des eaux pluviales. »

Réponse du porteur du projet :

Afin de réduire la concentration des écoulements d'eaux de pluie sur les surfaces photovoltaïques et ainsi limiter l'érosion des sols qui en découle, les différents modules seront espacés entre eux de 2cm et les tables en aciers seront quant à elles espacées d'au moins 20cm entre elles à l'horizontale et de 4 m à la verticale. Cette disposition permet ainsi un écoulement intermédiaire des eaux ruisselant sur les panneaux. Ces dispositions permettront une infiltration homogène des eaux de pluies sur le terrain de la centrale.

D'autre part, la seule surface imperméabilisée concerne le poste de livraison d'une surface d'environ 20 m². Cet aménagement n'aura donc pas d'impact sensible sur les quantités d'eau écoulées du fait de sa surface par rapport à la surface globale de l'aménagement.

Les clôtures ne créent pas d'imperméabilisation particulière.

Enfin, les tables photovoltaïques ne seront pas fixées avec des longrines bétons mais avec des pieux battus, ce qui limite fortement l'imperméabilisation du sol. C'est une méthode peu impactante et entièrement réversible. Les tables seront de type mono-pieux.

Ainsi, l'objectif est de ne pas concentrer les écoulements et de ne pas augmenter les phénomènes d'érosion et de transport solide. Les eaux de ruissellement issues des terrains seront toujours naturellement drainées par les pentes.

Pour compléter le paragraphe par rapport à la première réponse, il n'y aura pas d'imperméabilisation notable des surfaces et pas d'augmentation du coefficient du ruissellement. Les panneaux seront espacés entre eux de 2 cm permettant de ne pas créer de zones d'érosion au pied de ceux-ci et de conserver un ruissellement normal. De plus la hauteur minimale de 1m20 sous les panneaux permet une meilleure répartition de l'écoulement des eaux pluviales.

3/ Rubrique 4.4 Procédures administratives

« Au regard de la nomenclature loi sur l'eau, préciser si le projet est susceptible de faire l'objet d'un dossier de déclaration, d'autorisation ou simplement devant faire l'objet d'un porter a connaissance pour les modifications apportées au site. »

Réponse du porteur du projet :

Concernant la nomenclature loi sur l'eau :

Nous nous basons sur le guide 2020 d'instruction des autorisations d'urbanisme pour les centrales solaires au sol (source : <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20instruction%20demandes%20autorisation%20urbanisme%20-%20PV%20au%20sol.pdf>), il est indiqué page 24 : « Les projets de centrale solaire

au sol ne sont, sauf terrain d'implantation très spécifique, pas concernés par la nomenclature « loi sur l'eau » et les procédures d'autorisation ou déclaration associées. »

Concernant la rubrique 2.1.5.0 « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet », la seule surface imperméabilisée concerne le poste de livraison d'une surface d'environ 20 m².

Ainsi, l'impact du projet sur l'imperméabilisation des sols et par conséquent sur la production de rejets pluviaux, ainsi que sur la modification du régime naturel des écoulements, peut être considéré comme faible à négligeable.

Normalement le projet n'est pas soumis à déclaration, porter à connaissance ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.

4 / Rubrique 4.5 Dimensions et caractéristiques du projet

« Au regard de la puissance totale du projet, indiquer le nombre de tables et modules et leur puissance unitaire correspondante permettant d'atteindre la puissance totale de 999 KWc.

Merci d'indiquer la surface totale des panneaux photovoltaïques.

Le projet impliquant des constructions de tables photovoltaïques, local technique, poste de livraison, indiquer la surface du terrain d'assiette ainsi que la surface de plancher ou l'emprise au sol au sens du code de l'urbanisme. »

Réponse du porteur du projet :

Il n'y a pas de différence par rapport à la 1^{ère} demande de complément. Le CERFA est complété avec les ordres de grandeurs qui nous paraissent pertinents. Par manque de place, il n'est pas possible d'en ajouter d'autres.

Il est prévu l'implantation de 35 tables photovoltaïques de type 2V – 24 modules en longueur et 2 modules en portrait. Soit un total de 1680 modules. Leur puissance unitaire serait de 595 Wc permettant d'atteindre la puissance totale de 999 kWc.

La surface totale projetée des modules photovoltaïques est d'environ 4412 m².

Au sens du code de l'urbanisme, la surface de construction qui serait indiquée sur le CERFA 13404-10 est de 19,5 m² correspondant à l'emprise du poste de livraison (dimension de 6,5 m x 3m).

De façon informative, l'emprise clôturée du projet est d'environ 1 ha.

7/ Rubrique 6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet

« Argumenter la réponse apportée à la question « le projet engendre-t-il la consommation d'espace naturels agricoles forestiers », notamment du point de vue du document d'urbanisme en vigueur. Le secteur de projet est actuellement en zone agricole du PLUi »

Réponse du porteur du projet :

Suite à la 2^{ème} demande de compléments, nous avons complété le CERFA et nous remettons le texte de la 1^{ère} demande de complément :

La vocation agricole de la parcelle sera maintenue.

Le porteur de projet prévoit :

- Retour à l'état initial à l'issue de la durée de vie du projet ;
- Signer une convention d'exploitation sur la durée de vie du projet avec un éleveur local ovin ;
- Taux d'emprises libres supérieur à 50 % ;
- Volonté de rapprochement avec la chambre d'agriculture pour un suivi de l'évolution agronomique de la parcelle ;
- Hauteur des panneaux au minimum à 1,2 m, afin que les moutons puissent passer aisément sous les modules ;
- En fonction des besoins, un semis de la prairie est prévu avant la phase travaux (mélange graminées et légumineuses pour répondre aux besoins des animaux) et un semis tous les 5 ans en fonction de l'évolution de l'état de la prairie est possible ;
- Mise en place, ponctuellement, de points d'eau (sans aucune fonction hydraulique) répartis sur le parcellaire afin d'avoir des zones d'abreuvement pour les moutons ;
- Dans le cas où la prairie ne parviendrait pas à se régénérer seule, une solution de secours de sur-semis pourrait être mise en œuvre ;
- Protection des bêtes : installation d'une clôture adaptée à l'élevage ovin, fixation de l'ensemble du câblage électrique en hauteur et renforcement des gaines de câblages pour éviter tout mordillement ;

7/ Rubrique 6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet

« Au vu des informations disponibles concernant l'occupation du sol et l'usage du sol appelé à accueillir le projet, il convient d'argumenter la réponse concernant l'absence de susceptibilité de perturbation, de dégradation ou de destruction de la biodiversité existante (habitats naturels, faune, flore, corridors écologiques). Ceci notamment du fait de la présence de haies et arbres, et de zones humides, en périphéries du projet, et de celle d'alignement d'arbres le long du tracé de raccordement (systèmes racinaires en particulier) »

Réponse du porteur du projet :

Il est prévu de conserver les haies et arbres en périphérie du projet et d'éviter les zones humides potentielles. Le type de terrain est une prairie, l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol permettra de conserver l'usage en prairie de pâturage et donc de minimiser l'impact environnemental. La mise en place d'un éco-pâturage sous les panneaux est écologique. Les arbres le long du tracé de raccordement seront conservés.

7/ Rubrique 6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet :

« Au regard de la nature du projet, il convient d'argumenter la réponse selon laquelle le projet n'est pas concerné par des risques technologiques. Vous avez considéré les sources de risques extérieures au projet, merci de considérer les risques potentiellement induits par le projet. »

Réponse du porteur du projet :

Concernant les risques technologiques¹, le projet :

- N'est pas situé au sein d'une zone d'une servitude d'utilité publique concernant une conduite de gaz, d'hydrocarbures ou de matières dangereuses ;
- N'est pas concerné par la présence d'un plan de prévention des risques technologiques sur la commune ;
- Est situé en zone de sismicité faible de niveau 2 ;
- Est situé sur une commune classée au potentiel radon de niveau 3 ;
- Est concerné par une exposition faible au risque retrait gonflement des niveaux d'argiles ;
- N'est pas concerné par la présence d'une cavité souterraine ;
- N'est pas situé en zone inondable ou dans une zone à risque d'inondations.

Pour compléter la réponse concernant les risques potentielle induits par le projet, en phase exploitation il est nul, le parc photovoltaïque une fois construit n'engendre pas de risque. Durant la phase chantier, le projet nécessitera l'acheminement d'hydrocarbures pour ravitailler les engins de chantier. Ce transport sera réalisé par voies autoroutière et routière. Le transport de matières dangereuses sera ponctuel et limité à la phase chantier de 6 mois. L'impact du projet sur le risque d'accident de TMD est négligeable.

Selon la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, un parc photovoltaïque n'est pas considéré comme une ICPE. Par définition, un parc photovoltaïque n'est donc pas à l'origine d'une augmentation du risque industriel. Le projet de parc photovoltaïque n'a pas d'impact sur le risque industriel.

Par nature, un parc photovoltaïque n'est pas à l'origine d'une augmentation du risque de rupture de barrage. Le projet de parc photovoltaïque n'a pas d'impact sur le risque rupture de barrage.

Enfin, Le site du projet n'est pas inclus au sein d'une zone d'aléa industriel.

Les risques technologiques induits par le parc photovoltaïque sont négligeables.

8/ Rubrique 6.5 Mesures et caractéristiques du projet

« Si le renvoi à un document annexe est possible, en particulier pour mieux les détailler, merci toutefois de présenter dans le formulaire les principales mesures et caractéristiques du projet susceptible d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables »

Réponse du porteur du projet :

Le formulaire est complété avec les principales mesures susceptibles d'être retenues, à savoir :

¹ <https://www.mayenne.gouv.fr/Publications/Information-des-acquereurs-et-des-locataires-IAL>

- Mise en place de passages à petites faunes terrestre dans la clôture (passages de 20x20 cm au moins tous les 50 m). Entretien des passages en phase exploitation ;
- Adaptation du calendrier des travaux pour limiter le dérangement de la faune : évitement de la période de reproduction des oiseaux, de mi-mars à fin-août ;
- Une gestion des espèces invasives en amont des travaux par un arrachage manuel. Un suivi de leur évolution durant le chantier et en phase exploitation sera réalisé ;
- Le projet veillera à réutiliser les accès et pistes existants ;
- Conservation de toutes les haies existantes permettant une bonne intégration paysagère du projet ;
- Intégration d'un volet agricole au projet.